



GRAPECA

RAGPEHA

*Groupe de Recherche et d'Action pour la paix en Éthiopie
et dans la Corne de l'Afrique.*

*Research and Action Group for Peace in Ethiopia and the
Horn of Africa.*

RAPPORT SUR LA CONFERENCE POUR LA PAIX EN ETHIOPIE

15-19 JUILLET 1991

PARIS-FRANCE

Présenté par GRAPECA

TABLE DES MATIERES

I. INTRODUCTION

II. ORGANISATION ET DEROULEMENT DE LA CONFERENCE

1. Les travaux en ateliers

2. Les sessions plénières réservées aux participants éthiopiens

A. La séance plénière du 16 juillet

a) Le problème des nationalités

b) La question érythéenne

c) Les "vaincus" de la guerre civile

d) Le problème des droits de l'homme et des libertés

B. La séance plénière des 18 et 19 juillet

a) Le problème de la réinsertion et de l'aide internationale

b) Le problème des symboles et de la cohésion nationale

Annexe I : Liste d'intervenants et des sujets traités dans les ateliers

Annexe II : Quelques impressions des participants éthiopiens

Annexe III : Rapport financier

RAPPORT SUR LA CONFERENCE POUR LA PAIX EN ETHIOPIE
15-19 JUILLET 1991
PARIS, FRANCE

Présenté par GRAPECA

I. INTRODUCTION

Faisant suite à la signature d'une convention entre le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD), la Fondation pour le Progrès de l'Homme (FPH) et le Groupe de Recherche et d'Action pour la Paix en Ethiopie et dans la Corne de l'Afrique (GRAPECA) pour la réalisation d'une conférence en vue d'une dynamique de paix en Ethiopie; une "CONFERENCE POUR LA PAIX EN ETHIOPIE" s'est tenue du 15 au 19 juillet 1991 au siège de la FPH à Paris.

Cette conférence qui réunissait dans un esprit de large ouverture des experts et praticiens - Ethiopiens et non éthiopiens - avait pour but de permettre aux participants éthiopiens d'élaborer un ensemble cohérent de proposition et de recommandation relatives aux mesures à prendre pour assurer une transition pacifique et une démarche de réconciliation.

Dans un souci de permettre aux participants éthiopiens de disposer d'un maximum d'informations et d'éléments concrets, le CCFD et la FPH ont pu mobiliser leurs réseaux respectifs d'experts pour qu'ils interviennent pendant la conférence. C'est ainsi que des personnalités reconnues pour leur engagement au service de la paix et ayant été acteurs dans la transition vers la paix et la démocratie dans leur pays respectifs sont venues témoigner des expériences du Chili, d'Espagne, de Colombie, d'Haiti, d'Algérie, du Bénin, d'Ouganda, du Zimbabwe, du Cambodge, du Laos, du Vietnam, etc.

GRAPECA, pour sa part, s'était engagé à mobiliser des experts éthiopiens. La liste d'invités fût constituée en tenant compte de la compétence et de l'expérience dans le domaine où ces experts étaient invités à intervenir. La liste fût ensuite constituée de façon à assurer autant que possible une juste représentation des tendances politiques et d'origines ethniques.

Sur les neuf intellectuels invités d'Ethiopie même, sept ont pu assister à la conférence. Parmi les personnes venues d'Ethiopie, six étaient de l'université d'Addis Abeba : le président de la faculté des sciences politiques et celui de la faculté des sciences économiques, trois professeurs à la faculté des sciences politiques et un professeur à la

faculté de droit ont pu participer à la conférence. Il y avait en outre, le responsable de l'antenne du CCFD en Ethiopie.

Quant aux participants éthiopiens résidents à l'étranger, il y avait deux militants de la Coalition des Forces Démocratiques Ethiopiennes (CFDE) dont un ancien ministre et haut fonctionnaire à la Banque mondiale, un membre du Front Démocratique Révolutionnaire des Peuples d'Ethiopie (FDRPE), deux membres du Mouvement Socialiste Panéthiopien (Me'isone) et deux membres du Parti Révolutionnaire Populaire d'Ethiopie (PRPE), un journaliste correspondant pour l'Europe du service Amharique de la Voix de l'Amérique, un professeur de sociologie à l'université de Berlin, un dirigeant du groupe "Ethiopians against war", basée à Londres, directeur d'un centre de recherches sur la Corne de l'Afrique, (Rome) un professeur de sciences politiques à l'université d'Amsterdam et un chercheur indépendant au Pays-Bas.

Dans l'ensemble, la composition ethnique était équilibrée puisqu'il y avait des participants originaires de toutes les nationalités et régions majeures: Amhara, Erythrean, Guragué, Oromo, Tigrean, Wollaita.

Même si des intellectuels connus pour leur appartenance aux organisations politiques participaient à la rencontre, il était convenu dès le départ que personne était là pour représenter une organisation quelle qu'elle soit.

Cette conférence a eu un succès considérable et des échos jusqu'en Ethiopie par le biais du service Amharique de la Voix de l'Amérique dont le correspondant pour l'Europe participait à la rencontre et envoyait des reportages sur son déroulement. En plus, un débat d'un peu moins d'un quart d'heure portant sur "Les leçons de la Conférence de Paris" fut transmis par la VOA dans son programme en Amharique du dimanche 28 juillet 1991. Ce débat a permis à quatre participants à la conférence (un membre de la Coalition des forces démocratiques éthiopiennes - opposition - un membre du FDRPE, un animateur du Groupe "Ethiopians against war" et un participant universitaire venu d'Ethiopie) de donner leur point de vue sur cette rencontre.

II. ORGANISATION ET DEROULEMENT DE LA CONFERENCE

Dix thèmes de travail étaient retenus, correspondant chacun à un volet d'une démarche de paix. Ils étaient choisis d'un commun accord entre le CCFD, FPH et GRAPECA. Pour chaque thème, le travail se déroulait en deux temps : les travaux en ateliers d'abord et les sessions plénières réservées aux participants éthiopiens ensuite.

1. Les travaux en ateliers

Il s'agissait de présentations de ce qui s'est passé (ou se passe encore) dans différents pays confrontés aux problèmes que pose tout processus de passage de la guerre à la paix et d'une dictature à la démocratie. Cette présentation était faite par des personnes disposant d'informations de première main. Un temps de parole était ensuite imparti aux personnes ressources éthiopiennes pour leur permettre d'évoquer les problèmes particuliers du pays dans le domaine en question. Trois personnes ressources éthiopiennes n'ayant pu assister à la conférence, il n'y a pas eu d'exposé concernant le cas de l'Ethiopie pour les thèmes N°1, 2 et 4. Après chaque présentation, la parole était donnée aux participants qui le désirent pour faire des commentaires, poser des questions, débattre ou relater leur expérience.

Les différents thèmes du travail dans les ateliers et les expériences spécifiques présentées étaient les suivants :

Lundi 15 juillet - Atelier N°1 :

THEME N°1 : Sortie de guerre et transition politique

Exemples présentés : Afghanistan, Algérie, Chili, Colombie, Espagne, Europe de l'Est, Haiti, Pologne, Zimbabwe.

THEME N°2 : Comment reconstruire une administration à partir de l'ancienne?

Exemples présentés : Algérie, Chili, Espagne, Pologne.

THEME N°3 : Mesures immédiates pour redonner confiance aux paysans et restaurer l'agriculture.

Exemples présentés : Afghanistan, Laos, Nicaragua, Pologne.

THEME N°4 : Mesures immédiates pour remettre l'économie en marche.

Exemples présentés : Ouganda, Pologne, pays du Tiers Monde.

Mercredi 17 juillet - Atelier N°1 :

THEME N°5 : Réinsertion des anciens combattants et des réfugiés.

Exemples présentés : Algérie, Haiti, Indochine, Zimbabwe.
Et un exposé sur la situation en Ethiopie.

THEME N°6 : Mobilisation de l'aide internationale et rôle des ONG dans une période de transition.

Exemples présentés : Kurdistan, les ONG du nord et l'action

humanitaire dans les cas de conflits et une présentation de la situation en Ethiopie.

Mercredi 17 juillet - Atelier N°2 :

THEME N° 7 : Quels symboles pour la cohésion nationale ?

Exemples présentés : Afghanistan Cambodge, Colombie, Espagne, Tchécoslovaquie, Ukraine. Et un exposé sur le problème en Ethiopie.

THEME N° 8 : Les conditions de stabilité et de développement dans une démocratie pluri-ethnique et pluri-culturelle.

Exemples présentés : Algérie, Belgique, Espagne, Tchécoslovaquie. Et un exposé sur la situation en Ethiopie.

Vendredi 19 juillet - Atelier N°1 :

THEME N° 9 : Le développement de la société civile, instrument de stabilité et de développement.

Exemples présentés : Brésil, Colombie, Haiti, Laos, Pologne et pays du Tiers Monde.

Vendredi 19 juillet - Atelier N°2 :

THEME N° 10 : Quel cadre constitutionnel pour des sociétés pluri-ethniques et pluri-culturelles.

Exemples présentés : Bénin, Colombie. Et un exposé sur le problème constitutionnel en Ethiopie.

2. Les sessions plénières réservées aux participants éthiopiens

Ces sessions permettaient aux éthiopiens de discuter entre eux sur ce qui pourrait être tiré de ces expériences pour le cas de l'Ethiopie. Le mardi 16 et le jeudi 18 ainsi que l'après-midi du vendredi 19 juillet étaient ainsi réservés à ces sessions plénières.

Alors que les travaux en ateliers avaient fait l'objet de compte rendus, il était convenu entre CCFD, FPH et GRAPECA qu'il n'en serait pas ainsi pour les sessions entre Ethiopiens pour ne pas risquer de gêner la liberté de parole.

Malgré le fait que les thèmes retenus pour la conférence étaient variés de façon à permettre aux participants de procéder à des discussions couvrant plusieurs aspects du problème de transition, les débats entre Ethiopiens

étaient largement dominés par des problèmes politiques. Tous les participants étaient bien sûr conscients d'énormes problèmes sociaux-économiques auxquels le pays est confronté à la sortie d'une guerre aussi longue et destructrice. Il était admis par tous que ces problèmes peuvent, si l'on ne tente pas de les résoudre à temps, être des facteurs d'instabilité menaçant de remettre en cause le processus de paix.

Mais sans que personne ne l'ait eu à le dire explicitement, tout le monde pensait que le pays était en train de vivre une période exceptionnelle et cruciale et que les erreurs politiques, voire psychologiques commises (aussi bien par le gouvernement que les forces d'opposition) pourraient non seulement empêcher le pays de résoudre ces problèmes mais aussi et surtout l'entraîner vers d'autres conflits armés aux conséquences dramatiques.

Or l'impression générale qui se dégagait dès le premier jour de cette conférence est que la dynamique de paix née des événements d'avril/mai 1991 et que tout le monde cherche à accompagner était avant tout menacée par les comportements politiques et les erreurs psychologiques non seulement de la part du Front au pouvoir mais aussi (dans une moindre mesure il est vrai) de la part de l'opposition.

C'est pourquoi les débats portaient avant tout sur les conditions politiques de transition, les problèmes d'actualité, la question de réconciliation nationale et le sort des "vaincus" de la guerre civile et le problème de symboles et de cohésion nationale.

A. La séance plénière du 16 juillet :

La séance commença par les comptes rendus des travaux d'ateliers du 15 juillet et des échanges de vue sur les expériences de transition décrites par des amis non éthiopiens. Il était décidé de procéder ensuite à l'examen de la situation en Ethiopie au tour de quelques grands thèmes d'actualité.

Ces débats, parfois très animés mais toujours conduits dans un esprit d'ouverture qui a impressionné tous les participants sans exception (voir annexe II) ont permis d'identifier les problèmes majeurs qui pourraient menacer la dynamique de paix même si tous n'étaient pas d'accord lorsqu'il s'agissait de proposer des solutions.

a) Le problème des nationalités

Tout le monde est d'accord pour reconnaître que ce problème existe et qu'il est grave. Mais alors que le membre du FDRPE présent à la conférence

affirmait que le gouvernement provisoire, "en prenant le taureau par les cornes" cherche à trouver une solution démocratique acceptable pour tous, la quasi totalité des participants estimait que ce problème - trop grave pour faire l'objet de calculs politiques - est en train d'être abusé par le pouvoir pour des raisons tactiques.

Beaucoup estimaient que l'appel systématique du Front (et des masses média sous son contrôle) lancé aux divers composants de la société de s'organiser sur des bases exclusivement ethniques trahissait une volonté politique délibérée de tirer profit d'antagonismes inter-ethniques qui peuvent mener "les peuples d'Ethiopie à des guerres fratricides aux conséquences désastreuses" comme l'a noté un participant Oromo.

Les participants ont estimé que cette exacerbation du problème peut mener au développement de la haine ethnique qui serait un phénomène nouveau dans l'histoire du pays. En effet, malgré des décennies de guerre entre gouvernements successifs et Fronts nationalistes, il n'y a jamais eu en Ethiopie de massacres mettant aux prises une ethnie en tant que telle contre une autre. On est très loin des situations que connaissent d'autres pays africains tels que le Ruanda, le Burundi, la Somalie, etc.

Mais bien entendu tout le monde se posa la question de savoir si et combien de temps une telle "sagesse populaire" pouvait résister aux tentatives des "politiques" d'utiliser ce problème délicat dans la lutte pour le pouvoir.

C'est dans ce contexte qu'à été soulevé la question du rôle des intellectuels et celle de leur contribution éventuelle à la solution du problème. Là, le diagnostic était clair : tout le monde ou presque admettait que le problème résulte de l'incapacité des intellectuels et hommes politiques de toutes les ethnies à trouver un modus-vivendi et à établir entre eux des règles de "coexistence démocratique".

Dans le contexte actuel de l'Ethiopie, la réflexion collective en vue de trouver ce modus-vivendi est donc perçue comme nécessaire et absolument urgente. Considérée comme un premier pas indispensable, une telle démarche ne serait cependant pas suffisante. Il faudra ensuite que cette relation harmonieuse et démocratique entre élites se traduise par des rapports démocratiques entre les peuples d'Ethiopie dans un cadre constitutionnel tenant compte du caractère multi-ethnique et pluri-culturel du pays. Un participant érythréen proposa que ce travail soit orienté en priorité vers "l'instauration d'interactions positives entre les trois nationalités majeures (les Amhara, les Oromos et les Tireans qui constituent plus de 85% de la population) ce qui aura pour effet d'encourager les autres peuples à suivre cette exemple d'entente et d'harmonie".

b) La question érythreene

De graves divergences sont apparues dès le début sur la question du droit à l'autodétermination des nationalités en Ethiopie en général et des peuples d'Erythrée en particulier. Il s'agissait là d'un vieux débat entre partisans de l'unité éthiopienne basée sur l'égalité de tous ses peuples sans recourir à l'exercice du droit à l'auto-détermination et ceux qui estiment nécessaire la reconnaissance au préalable de ce droit "Jusqu'à et y compris la séparation" comme garant de l'unité du pays basée sur l'égalité de tous bien sûr, mais aussi sur "l'intégration volontaire". Ces derniers acceptant logiquement l'idée d'un referendum d'auto-détermination comme moyen de résoudre le problème érythreen de façon démocratique et pacifique...

Ceci dit, même les partisans d'un tel referendum étaient sérieusement indisposés par ce qui se passe en Erythrée depuis l'instauration d'un gouvernement provisoire par le FPLE au mois de juin 1991.

De façon général, les participants ont déploré ce que l'un d'entre eux qualifia de "double fait accompli":

En Ethiopie d'abord où le gouvernement provisoire, allié de longue date au FPLE, a fait approuver par la conférence nationale l'idée d'un referendum d'autodétermination sans procéder au préalable à une large consultation des populations d'Ethiopie et après avoir exclu de la conférence des opposants y compris des représentants d'autres Fronts et organisations érythréennes hostiles au FPLE.

Fait accompli en Erythrée ensuite où le gouvernement provisoire instauré à Asmara prépare un "referendum" en imposant des restrictions sur l'exercice des libertés démocratiques en expulsant des "Ethiopiens" et même d'Erythréens "de souche" unionistes accusés de collaboration avec le régime déchu.

Malgré ces tentatives des deux Fronts vainqueurs de la guerre civile, le problème érythreen semblait loin d'être résolu. Les participants ont clairement identifié deux sources de conflits futurs en ce qui concerne la question érythréenne :

Déjà, les forces d'opposition en Ethiopie et avec eux de large secteurs de la société font savoir qu'ils "ne seront pas tenus par le résultat du referendum en Erythrée organisé dans de telles conditions"...

Il y a ensuite la question Afar. Le problème était déjà là puisque la guerre entre le FPLE et les nationalistes Afar avait déjà commencé au moment de la conférence de Paris. Ces derniers dont le territoire s'étend sur 800km le long de la Mer rouge refusent d'être partagés entre l'Ethiopie et le future Etat indépendant Erythréen et demandent d'exercer leur droit à l'autodétermination en votant séparément.

Au-delà de leurs divergences sur le problème du referendum en Erythrée tout les participants ont affirmé leur conviction que seule l'instauration des libertés démocratiques aussi bien à Asmara qu'à Addis Abeba serait de nature à éviter aux peuples éthiopiens et érythréens les malheurs d'autres conflits armés.

c) Les "vaincus" de la guerre civile et le problème de la paix

Le sort réservé aux soldats et officiers de l'armée vaincue (fort de 300.000 hommes) - question considérée par beaucoup comme cruciale pour la démocratie et la réconciliation nationale - s'est avérée être le point de discorde le plus important.

Tout le monde est d'accord sur les faits : Avec la défaite de l'armée de l'ancien régime, des milliers de soldats et officiers capturés ont été passés par les armes en Erythrée. D'autres ont pu gagner le Soudan voisin. D'autres encore se sont réfugiés à Djibouti à la suite de la prise du port d'Assab par le FPLE. En Ethiopie proprement dite, plus de deux cent milles sont retenu captives dans des camps. L'armée et les services de sécurité sont dissous. Les familles de ces soldats et officiers, et des fonctionnaires des anciens services de sécurité se sont vues privées du jour au lendemain de toute ressource pour vivre.

Au-delà des tragédies humaines que tout le monde s'accorde à reconnaître la gravité, le débat a porté sur les aspects politiques de ce drame.

Il y a d'abord ce que l'on peut appeler les "intégrationnistes". Citant (abondamment) le cas des pays qui ont réussi leur transition et notamment celui de l'Espagne où selon la phrase de M. PLANNES. "On n'avait pas touché à un flic" ils plaidaient pour l'intégration d'au moins une partie de l'armée vaincue au sein d'une force de défense nationale laquelle devrait de toute façon être une force dépolitisée. Ceci pour deux raisons :

Des raisons politiques d'abord : l'instauration du pluralisme ne peut être sérieusement envisagée avec une armée fortement politisée et sous le contrôle d'une seule organisation. Ceci d'autant plus que les soldats, officiers et "commissaires politiques" du Front au pouvoir sont à 80%

issues de l'ethnie TIGRAY, elle-même minoritaire (8%) au sein de la population éthiopienne.

Pour des raisons de cohésion et de réconciliation nationales ensuite : la logique de "vainqueurs" et de "vaincus" que toutes les expériences de transition réussies ont su éviter est appliquée en Ethiopie et affecte directement et négativement la vie de millions de citoyens. On cherche à dresser une partie de la société contre une autre. Les "vaincus" peuvent donc s'enfermer dans une attitude de haine; laquelle peut à terme mener à des actes de déstabilisation.

Les opposants d'une telle politique d'intégration estiment que "Le démantèlement de l'armée du DERG doit être applaudi puisque cette armée a été l'instrument utilisé pour perpétuer l'hégémonie sectaire en générale et la domination des Amhara en particulier".

Ils soutiennent la politique de neutralisation et de démantèlement de l'armée du régime déchu. Pour appuyer leur position "anti intégrationniste", ils invoquent aussi des raisons politiques : réarmer ces soldats et officiers dont la formation militaire, politique et idéologique a été acquise sous un régime chauvin et totalitaire constituerait une grave menace à la démocratie, au pluralisme et à la paix.

Quant aux arguments portant sur les impératives de cohésion nationale, ils estiment qu'une politique de réconciliation peut être menée sans pour autant recourir à l'intégration. Le plus important, selon eux, serait d'éviter une attitude revancharde contre tous ceux qui ont servi l'ancien régime et de faire en sorte qu'une fois libérés, ces soldats et officiers soient assistés pour qu'à terme, ils puissent se prendre en charge eux-mêmes.

Au-delà des divergences sur les aspects strictement politiques du problème, les participants ont estimé qu'une telle politique de réinsertion devrait faire partie d'une stratégie de construction de la paix en Ethiopie.

d) Le problème des droits de l'homme et des libertés

Tout en déplorant l'exclusion d'organisations éthiopiennes et érythréennes opposées au FDRPE et FPLE de la Conférence nationale tenue à Addis Abeba du 1er au 5 juillet, la majorité des participants a estimé que l'adoption par cette conférence d'une "Charte des droits de l'homme" était un pas très important en direction de l'instauration de la démocratie en Ethiopie.

Alors que certains invoquaient les agissements des deux gouvernements

provisoires à Asmara et Addis Abeba qui vont à l'encontre des droits et libertés reconnus dans cette charte, d'autres estimaient qu'il fallait accorder, à ces gouvernements, le bénéfice du doute tout en restant vigilants et avançant des revendications aptes à garantir le respect et l'approfondissement de la démocratie dans le pays.

Lors des discussions portant sur les "conditions politiques pour l'instauration de la paix et la réconciliation" les participants ont identifié les mesures suivantes comme indispensable à la réalisation de ces objectifs :

1. La législation de tous les partis politiques et associations.
2. L'instauration d'un pouvoir judiciaire indépendant.
3. Indépendance des masses média.
4. La dépolitisation des forces armées.
5. La fin d'intervention des partis politiques dans l'administration.
6. La création d'une commission électorale indépendante.
7. La tenue d'élections libres et démocratiques.

B La séance plénière des 18 et 19 juillet

Comme la précédente, cette séance commença par le compte rendu des travaux d'ateliers du 17 juillet portant sur les problèmes de réinsertion des anciens combattants et des réfugiés, la mobilisation de l'aide internationale et le rôle des ONG, les symboles de la cohésion nationale et les conditions de stabilité et du développement dans une société pluriethnique et pluriculturelle.

1. Le problème de la réinsertion des anciens combattants et des réfugiés

Etant donné le lien étroit entre le problème de réinsertion et celui de la mobilisation de l'aide internationale les deux thèmes étaient traités ensemble.

L'analyse faite par les universitaires venu d'Addis Abeba démontra d'emblé la gravité et la complexité du problème. L'inventaire des gens déstabilisés par les événements politiques et qu'ils de ce fait ont besoin de secours et d'efforts de réinsertion est impressionnant.

Il y a bien sûr les soldats et officiers démobilisés et leurs familles qui au bas mot représentent un demi million de personnes. Il y a ensuite les évacués d'Erythrée dont le nombre peut s'élever à près de deux cents mille personnes en laissant de côté bien entendu les membres de l'armée déjà

recensés avec les démobilisés'. A ceux-ci s'ajoutent des dizaines de milliers de personnes déplacées (notamment des paysans) qui avaient fuit leurs villages lors des combats meurtriers qui ont marqué la fin du régime Menguistu.

Quant aux réfugiés - dont le nombre total s'élève à plus d'un million de personnes - les participants ont essayé de faire la part des choses en distinguant trois catégories suivant en cela l'analyse faite par les amis venus du pays.

Il y a d'abord les réfugiés de guerre. Ils sont en majorité des paysans. Le retour à la paix (même relative) peut les inciter à revenir en masse. Ils demanderont des solutions rapides à leurs problèmes de survie et de réinsertion. S'ils n'en ont pas, leur mécontentement pourrait faire le jeu des opposants de toute sorte et menacer ainsi la consolidation de la paix.

Quant aux réfugiés politiques, y compris des dizaines de milliers de gens qui ont fuit le pays depuis la prise du pouvoir par le FDRPE, tous les participants sont d'accord pour estimer qu'ils ne retourneront pas avant l'instauration d'un régime démocratique préconisant et appliquant concrètement une politique de réconciliation nationale. Le retour au pays de la troisième catégorie, celle des réfugiés économiques est une possibilité encore plus lointaine, du moins dans l'immédiat. Le problème de réinsertion des réfugiés est donc avant tout un problème paysan.

La politique de réinsertion des anciens combattants et des réfugiés doit donc être conçue pour répondre aux besoins de survie immédiate et de "réhabilitation" de près de deux millions de personnes. Lorsqu'à ce chiffre on ajoute celui des victimes de la famine dont le nombre peut s'élever à plus de 5 millions on peut facilement mesurer l'ampleur et les difficultés de la tâche.

Les discussions concernant les solutions à apporter à ce problème ont mis en évidence la disproportion entre les moyens de ce pays, classé parmi les plus pauvres même au sein des PMA et qui sort d'une série de guerres aussi longues que dévastatrices, et les besoins immédiats d'une partie considérable de ses populations.

Dans ces conditions et étant donné le contexte politique actuel les participants ont estimé que l'effort de réinsertion ne peut aboutir qu'en surmontant trois obstacles.

- Instauration de la paix et la stabilité: En se référant aux expériences du passé, certains ont essayé de mettre en évidence les

dangers d'un éventuel "cercle vicieux": La réinsertion est difficilement envisageable sans paix et stabilité. Mais si le problème de réinsertion ne trouve pas de solution rapide, ces centaines de milliers de gens déstabilisés et mécontents peuvent constituer une menace à la paix...

- La mobilisation de la communauté internationale: Elle doit se mobiliser d'abord et avant tout en faveur de la paix qui passe par la démocratie et une politique cohérente de réconciliation nationale. Le deuxième volet de cette mobilisation étant un accroissement massif de l'aide de façon à permettre au pays de répondre aux besoins de ces populations.

- L'instauration d'un dialogue entre responsables politiques pour que l'effort de réinsertion (et de distribution de l'aide internationale) transcende les clivages et intérêts ethniques. Beaucoup en effet ont exprimé la crainte que si les tendances actuelles à "l'éthnocentrisme" se développent, chacun serait tenté d'utiliser son influence politique pour favoriser son "fief" ainsi exacerbant un peu plus le problème ethnique.

b) Le problème de symboles et de cohésion nationale.

C'est la première fois qu'un sujet aussi important pour l'avenir du pays est l'objet de débats entre intellectuels éthiopiens. Une fois le débat engagé, tout le monde s'est aperçu que le problème était extrêmement complexe et les thèses en présence contradictoires.

La reconnaissance de l'importance de symboles pour la cohésion nationale était pratiquement le seul point d'accord entre participants. En résumant (et en simplifiant un peu) on distingue trois positions.

i) Il y a d'abord ceux qui concluent à l'inexistence d'héritages et de symboles positifs communs aptes à servir de facteurs de cohésion nationale. Pour eux, la cohésion des peuples de ce pays dépendra de l'acceptation par tous d'un avenir commun et d'un sentiment de communauté de destin.

Pour les partisans de cette thèse, tous les symboles traditionnels ou historiques de l'unité éthiopienne - la monarchie, l'église orthodoxe, la lutte contre les tentatives de colonisation et le maintien de l'indépendance, etc. - ne peuvent servir de facteurs de cohésion pour deux raisons majeures:

Tous les peuples d'Ethiopie ne peuvent pas se reconnaître dans ces héritages puisque ce qu'on présente comme étant les "symboles historiques de l'Ethiopie" sont en fait ceux des Amhara et Tigréans ou les peuples de

l'ancien Abyssinie.

Deuxièmement, non seulement les autres peuples d'Ethiopie ne se sentent pas concernés par cet héritage, mais en plus ces symboles de civilisation millénaire leur rappellent des périodes historiques d'oppression et d'humiliation aux mains des Abyssins et surtout des Amhara qui ont si longtemps dominé le pays.

Tout en insistant sur les dangers que pourrait représenter toute tentative de construction de symboles en se référant à cette Histoire, les partisans de cette thèse préconisent un nouveau départ basée non pas sur la 'gloire' du passé mais sur la misère présente. Et bien sûr, sur la volonté commune de la combattre et d'en sortir ensemble.

Partisans eux aussi de l'unité et de la cohésion du pays, il pensent que cette acceptation de l'idée de communauté de destin - que les intellectuels du pays doivent tout faire pour inculquer à toutes les ethnies - peut à terme servir de ciment. Mais pour réussir, cette démarche doit s'accompagner d'efforts et de combats communs pour instaurer un régime démocratique au sein duquel tous les peuples d'Ethiopie apprendront à vivre en harmonie et dans le respect mutuel.

ii) Ceux qui s'opposent à cette thèse ne nient pas l'importance du sentiment de communauté de destin dans la construction de la cohésion nationale. Mais ils estiment que l'on ne peut pas fonder la cohésion sur les seuls "misère actuelle et l'espoir d'un avenir radieux". Ceci d'autant plus que cette démarche semble être basée sur l'illusion que l'on pourrait allégrement faire abstraction du passé sous prétexte qu'il n'y aurait rien de positif dans notre héritage commun.

Une telle tentative de négation du passé pour construire l'avenir serait, d'après eux une entreprise pour le moins hasardeuse puisqu'une cohésion nationale bâtie sur une base aussi fragile serait à la merci d'agitateurs de tout poil qui, pour des raisons de convenance politique, n'hésiteront pas à aviver les blessures du passé que l'on essaie de refouler.

Ils estiment donc qu'un retour à l'Histoire est indispensable. Il faut d'après eux que les intellectuels de ce pays entreprennent des études sérieuses de ce passé. Ils espèrent que cette réflexion collective permettra:

- d'introduire des nuances quant aux aspects négatifs de cette héritage. Même s'ils reconnaissent que certaines ethnies ont souffert plus que

d'autres, ils estiment que le sort de tous les peuples d'Ethiopie, sous la tyrannie féodale d'abord et la dictature totalitaire de Mengouistu ensuite, a été plus ou moins le même. Aucune ethnie n'a donc le "monopole de la souffrance", comme pourrait le laisser croire une lecture sommaire de l'histoire de ce pays;

- de déclarer des éléments positifs dans ce héritage commun. Les peuples d'Ethiopie ont "une histoire héroïque commune" de résistance contre les tentatives de colonisation. Il s'agit là d'un aspect de notre histoire qui ne peut être approprié par une seule ethnie. De la même manière, la lutte contre le féodalisme et la dictature de Mengouistu n'a pas été un combat des seules ethnies opprimées mais aussi celui des démocrates et du peuple Amhara. Cette "double résistance" a ses martyrs issus de toutes les ethnies qui sont autant d'éléments positifs de ce héritage commun;

- de parvenir à une lecture si non commune du moins, moins conflictuelle de l'histoire de l'Ethiopie et des relations et interactions complexes entre les peuples de ce pays. Cette clarification serait à leurs yeux un pas considérable sur la voie de réconciliation nationale puisqu'elle permettrait aux intellectuels du pays de trouver "un langage commun" dans leur effort de sensibilisation des populations.

iii) Le troisième groupe estime qu'étant donné le contexte politique actuel et les dangers réels de dérapage qui menacent le pays, la priorité des priorités serait de s'occuper du présent. Les débats sur le passé et l'avenir - quoi que nécessaires - sont secondaires par rapport au combat commun qu'il faut mener aujourd'hui pour la démocratie et l'autodétermination des peuples d'Ethiopie.

Avant de parler d'héritage et d'avenir communs, il faut que les intellectuels issus de toutes les ethnies parviennent à trouver un modus vivendi démocratique et se battent ensemble pour l'instauration des rapports d'égalité entre les peuples.

Avant de parler de "symboles communs", il faut reconnaître clairement le caractère pluriethnique et pluriculturel de la société éthiopienne et faire en sorte que chaque peuple puisse retrouver d'abord ses racines propres et affirmer son identité en recourant au besoin à ses symboles propres.

Ils estiment que seul le succès dans ce domaine et l'instauration d'un climat démocratique et fraternel serait de nature à permettre aux peuples de ce pays d'assumer leur héritage commun (et conflictuel) et d'envisager

l'avenir avec sérénité. Une telle démarche permettrait en effet de relativiser les "dégâts" du passé et de mieux partager et supporter l'effort gigantesque que demandera sûrement l'effort de reconstruction du pays.

Ce débat commencé tard dans l'après-midi du 18 juillet n'a pu se terminer à temps et on a été obligé de le continuer lors de la séance plénière du 19 juillet. C'est pourquoi les deux thèmes prévus pour ce jour (le problème de développement de la société civile et celui portant sur le cadre constitutionnel) n'ont pas pu être abordés.

ANNEXE I: Liste d'intervenants et des sujets traités dans les ateliers

I. Sortie de guerre et transition politique

1. M. PLANES Jordi du Centre d'Etudes Historiques Internationales (CEHI), Barcelone, Espagne : l'expérience espagnole.
2. M. BEYLIN Marek Historien et journaliste : la chute du régime communiste en Pologne.
3. M. DREANO Bernard de l'Assemblée européenne des citoyens : similitudes et différences dans la transition en Europe de l'Est.
4. M. MIARA Luis Vice président du Parti Socialiste du Chili et responsable du Centre pour l'analyse et la transformation de la réalité nationale (CENAT) : la transition démocratique au Chili.
5. M. RESTREPO Luis Alberto du CINEP Bogota Colombie : La lutte contre la violence structurelle en Colombie.
6. M. VERRON, Michel de l'Association MADERA: Difficile fin de guerre en Afghanistan.
7. M. DJEGHLOUL Abdelkader sociologue algérien : Les deux transitions de l'Algérie.
8. M. HENRYS Jean-Hugues Service oecuménique d'entraide (Haiti): Chute de dictature et transition démocratique en Haiti.
9. Mme TODD Judith du "ZIMBABWE PROJECT" : le cas de Zimbabwe.

II. Comment reconstituer une administration ?

1. M. PLANES Jordi : La mise en place de la décentralisation; le cas de l'Espagne.
2. M. MIARA Luis : Le processus de décentralisation de régionalisation et de démocratisation au Chili.
3. M. KRASNOWOLSKI André : Professeur, Académie des Sciences, Varsovie, Pologne. De nouveaux pouvoirs élus face à l'administration précédente : le cas de la Pologne.
4. M. BOUHRAOUA, Attaché à la direction des services médicaux et sociaux du Service des Immigrés, Vitry (France). Naissance d'une administration nationale : le cas de l'Algérie.

III. Mesures immédiates pour redonner confiance aux paysans

1. M. MERMET Michel de l'IRAM Paris : l'expérience du Nicaragua.
2. M. DABROWSKI Piotoh Ul Potocka, Varsovie (Pologne) : La nouvelle politique agricole en Pologne.
3. M. VANGKESAY Senedao, Association S.P.R.K. au Laos. Expérience de réinsertion des paysans déplacés par la guerre au Laos.

THEME 4: REMETTRE L'ECONOMIE EN MARCHÉ

1. Mme. NOWAK, Maria, Présidente de l'Association pour le Développement et l'Initiative économique (ADIE) Paris, France: Le cas de Pologne
2. M. KABERUKA, Will, Conseiller économique à la présidence en Uganda: La reconstruction Ougandaise après la guerre

THEME 5: REINSERTION DES ANCIENS COMBATTANTS ET REFUGIES

1. M. Richard PETRIS, les amis d'une école de la paix, Grenoble France: Le cas des pays de l'Indochine
2. M. BOUHRAOUA Taeb: Le problème des réfugiés et des anciens combattants en Algérie
3. M. SIGG Bernard, Psychiatre, CMPP: Les problèmes psychologiques des anciens combattants d'Algérie
4. M. GUDINA, Merera, Département des sciences politiques, Université d'Addis Abeba, Ethiopie: Le problème de la réinsertion des anciens combattants en Ethiopie
5. Mlle. TODD, Judith, Zimbabwe Project (Bulawayo Zimbabwe): L'expérience de Zimbabwe
6. M. KHANDRICH, Mohamed, Professeur à l'Université d'Alger, Président de la TOUIZA, Alger: Quelques aspects de la situation en Algérie
7. Mr. HENRYS, Jean-Hugues: La réinsertion des "rapatriés" en Haiti

THEME 6: AIDE INTERNATIONALE ET ROLE DES ONG

1. M. NEZAL Kendal, Président Institut Kurde de Paris: Le problème Kurde et la problématique de l'intervention humanitaire
2. M. LECHERVY, Christian, chercheur à l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS), Université de Paris Nord: Le problème d'aide et de coopération dans un processus de transition démocratique.
3. Mr. MENGISTE Taye: Président de la Faculté des sciences économiques de l'Université d'Addis Abeba, ETHiopia: Le problème de la mobilisation de l'aide internationale en Ethiopie

THEME 7: LES SYMBOLES ET LA COHESION NATIONALE

1. M. JECQUIER Nicolas, Professeur, Université de Lausanne, Suisse: La culture et la langue, symboles de la cohésion nationale en Ukraine
2. M. LINDT, August, ancien ambassadeur, ancien haut commissaire aux réfugiés: Le difficile équilibre de la paix au Nigeria

3. M. ALEMAYEHU, Derege, sociologue, Université Libre de Berlin: L'Ethiopie à la recherche d'un symbole de cohésion nationale
4. M. NARANG Nouth, CEDORECK: Régénérer la société cambodgienne en reliant le passé à l'avenir
5. Mr. RESTROPO Luis-Alberto: La reconstruction de la cohésion nationale en Colombie
6. Mr. PLANES, Gordi: La constitution, symbole de la cohésion politique, le cas de l'Espagne
7. M. JACQUIER Nicolas, Professor, Université de Lausanne (Suisse): Le cas de l'Afganistan
8. M. LANGE Christof, CESKOBRA TRSKA CIRKEV EVANGELICKA, Prague (Tchecoslovaquie): Le cas Tchecoslovaque

THEME 8: STABILITE ET DEVELOPPEMENT DANS UNE SOCIETE PLURI-ETHNIQUE

1. M. KHANDRICH, Mohamed: La renaissance de la vie associative en Algérie
2. M. TERFA Solomon, Président Faculté des sciences politiques, Université d'Addis Abeba (Ethiopie): Une cohésion à construire: le cas de l'Ethiopie
3. M. PLANES, Jordi: Une "Nation de nations": Le cas de l'Espagne
4. M. LANGE, Christof CESKOBRA TRSKA CIRKEV EVANGELICKA, Prague (Tchecoslovaquie): Les différences de génération et le problème économique en Tchecoslovaquie
5. Mme. VERLAETEN Marie-Paule, D.I.A.L. Paris (France): Le cohabitation des trois communautés en Belgique

THEME 9: LE DEVELOPPEMENT DE LA SOCIETE CIVILE, INSTRUMENT DE STABILITE ET DE DEVELOPPEMENT

1. Mme. de CHAPONAY Henryane C E D A L (Paris, France) Le cas du Brésil
2. M. RESTREPO Luis-Alberto: Les rapports entre la société civile, l'Etat et les partis politiques en Colombie
3. M. HENRYS Jean-Hugues: Sorti de dictature et développement de la société civile: le cas de Haiti
4. M. BERHANU Kassahun, Faculté des sciences politiques, Université d'Addis Abeba (Ethiopie): Les ONG et leur rôle dans la démocratisation de la société civile
5. M. SENEDAO Vangkedsay: Société civile et pouvoir politique au Laos
6. M. KRASNOWOLSKI André: Parti unique, mouvement d'opposition unique et construction de la société civile: l'expérience polonaise

THEME 10: QUEL CADRE CONSTITUTIONNEL DEMOCRATIQUE POUR DES SOCIETES PLURI-ETHNIQUES ET PLURI-CULTURELLES

1. M. NZA MUJO Goddy, Projet SONGHAI, Porto Novo (Benin): Comment construire une nation: le case du Bénin
2. M. HAILU Zecharias, Faculté de droit, université d'Addis Abeba (Ethiopie) pour la construction d'un système fédéral: les cas de l'Ethiopie
3. M. RESTREPO Luis-Alberto: Le rôle déterminant d'une assemblée constitutante: le cas de Colombie

Annexe II: Quelques impressions des participants éthiopiens

M. Merera Gudina, Faculté des sciences politiques, Université d'Addis Abeba (Ethiopie).

J'ai déjà assisté à trois ou quatre rencontres de ce type. Mais celle-ci est différente des autres car elle se tient à un moment crucial pour l'avenir de notre pays.

Je constate que jusqu'à l'année 1976, il était normal pour les intellectuels éthiopiens de rester amis même lorsqu'il étaient divisés sur le plan politique. Depuis, cette habitude a été perdue car il y a eu beaucoup de balles tirées entre nous.

Maintenant les anciennes bonnes habitudes sont en train de renaître. Cela m'amène à dire que les intellectuels éthiopiens ont enfin compris et accepté leurs responsabilités envers le pays. Chacun a recommencé à écouter l'autre. C'est un premier pas vers le concorde.

M. Taye Menguiste, président de la Faculté des sciences économiques, Université d'Addis Abeba (Ethiopie).

C'est la première fois qu'une conférence sur les questions d'actualité est organisée "à chaud" en dehors des partis et organisations politiques. Cette rencontre a permis aux intellectuels éthiopiens d'origines et de tendances politiques variées de livrer leurs analyses.

Il est difficile chez nous à des gens d'opinion différentes de se rencontrer et de débattre. Cette conférence peut être considérée comme une modeste contribution à la solution d'un tel problème.

Nous pouvons mettre à profit l'expérience acquise ici et poursuivre sur le chemin du dialogue en explorant les possibilités d'organiser de telles rencontres. Il reste bien sûr beaucoup de chemin à faire. Je demande que nous échangions nos adresses pour pouvoir continuer à dialoguer.

M. Nuru Befekadu, architecte, membre de la Coalition des Forces démocratiques éthiopiennes (COFDE) Washington D.C. (Etats-Unis).

J'ai beaucoup apprécié la façon dont s'est déroulée cette conférence et les discussions fructueuses sur les thèmes présentés. Pour moi, un des aspects importants de cette conférence est le fait que j'ai pu rencontrer des compatriotes venus du pays. Ils ont contribué au rapprochement entre les intellectuels en Ethiopie et ceux qui sont en exil. Je les en remercie. Le fait que M. Kiros Seltan, membre du Front au pouvoir, ait participé à cette conférence et que partisans du gouvernement et opposants

aient pu discuter avec un tel esprit d'ouverture et de tolérance est quelque chose qui m'a plu.

M. Kiros Seltan, vétérinaire, résidant à Paris, membre du Front Démocratique et Révolutionnaire des peuples d'Ethiopie (FDRPE).

J'ai un peu regretté le fait de n'avoir pas reçu d'invitation de la part des organisateurs de cette conférence. Mais au-delà de ce regret, je dois dire que la rencontre avec des intellectuels disposant d'une longue expérience m'a permis - en l'espace d'une semaine - d'acquérir des connaissances que je n'aurais pas pu acquérir en un an. Tout le monde ici a beaucoup appris. Je suis content de voir qu'on a tous cherché sincèrement des solutions aux problèmes de notre pays tout en respectant nos différences.

M. Amanuel G. Yesus, chercheur indépendant à Amsterdam aux Pays-Bas.

Cette conférence a pu réunir des gens appartenant à des générations différentes. Les amis venus d'Addis Abeba me confortent dans l'idée que notre pays dispose des ressources intellectuelles nécessaires pour résoudre ses problèmes. Ces amis ont parfois exprimé des idées qui ne vont pas dans le sens des positions gouvernementales. Mais malgré cela, ils osent retourner au pays. Cette attitude n'est pas seulement la preuve de leur courage, elle montre aussi que les méthodes de lutte pour la démocratie peuvent être variées.

M. Yilma H. Michael, journaliste correspondant pour l'Europe du service Amharique de la Voix de l'Amérique, Berlin (R.F.A.)

De telles rencontres sont difficiles et coûteuses à organiser. Mais il est évident que le dialogue doit être permanent. C'est pourquoi je propose qu'on réfléchisse à l'idée du lancement d'un journal qui pourrait servir de trait d'union tout en rendant possible des débats et dialogues continus.

M. Andargatchew Assegid, agronome, Bruxelles (Belgique).

Mon vœux le plus cher est de voir des intellectuels débattre de façon approfondie des problèmes concrets en vue de trouver des solutions viables aux problèmes de notre pays. Il faut des débats sur le problème du fédéralisme, la politique fiscale et économique, le cadre juridique adéquate etc. de façon à pouvoir par la suite élaborer un programme cohérent.

Mme. Genet Girma, sociologue, Paris (France).

Il y a eu dans le passé de telles rencontres surtout depuis 1986. La conférence de Paris est unique, puisque nous avons eu la chance d'entendre des intellectuels venus du pays livrer leurs analyses avec un certain courage. Il est vrai que les discussions se perdaient parfois dans des détails plus ou moins insignifiants. Mais ce phénomène de "flottement" ne signifie pas pour moi que les questions importantes étaient perdues de vue. C'est tout simplement la preuve que les discussions s'étaient déroulées de façon démocratique.

Dr. Asrat Feleke, agronome, ancien ministre et ancien fonctionnaire à la Banque mondiale, Washington D.C. (Etats-Unis).

J'ai toujours essayé de vous comprendre, vous les jeunes. J'ai commencé à lire ce que vous écriviez depuis 25 ans. Je n'arrivais pas à vous comprendre ni vous approuver. Maintenant, petit à petit, je commence à saisir. Il me semble que tout ce que vous avez fait - même les erreurs - était inspiré par votre désir de faire du bien pour le pays et le progrès de notre peuple. Il faut persévérer sur ce chemin de la paix et de l'amour.

M. Mulugueta Hailu - membre de la CODEF, Washing D.C. Etats Unis

Grâce à la présence des amis étrangers nous avons beaucoup appris sur les expériences de transition. Nos discussions sur les problèmes de transition de la guerre à la paix et de la dictature à la démocratie ont été extrêmement utiles. J'espère simplement que ce travail de réflexion va continuer à travers des contacts suivis avec les amis venus du pays.

M. Derege Alemayehu - sociologue, université de Berlin, R.F.A.

C'est la première fois depuis 12 ans que je participe à une telle rencontre. J'y ai beaucoup appris. Je n'étais pas venu à cette conférence avec des réponses mais avec beaucoup d'interrogations. J'ai vu que personne ne prétendait détenir la Vérité. Car la Vérité n'est pas la propriété exclusive d'un individu ou d'un groupe.

J'ai pu rencontrer de nouveaux amis et constater que l'on peut être d'accord sur l'essentiel. Moi, je suis convaincu que si - à l'instar de ce qui s'est passé ici - les intellectuels de ce pays parviennent à se comprendre sur l'essentiel, les peuples d'Ethiopie peuvent vivre en paix et dans l'harmonie.

M. Zekarias Hailu, Faculté de droit, Université d'Addis Abeba
(Ethiopie)

Ce qui nous manquait jusqu'ici était la capacité de laisser de côté ce que nous pensons pour nous mettre un instant à l'écoute de l'autre. C'est le propos d'intellectuels d'essayer de comprendre les autres et le monde autour d'eux. Je crois que cette conférence a été un succès parce que justement cette manière de voir a été acceptée par tous.

Dr. Mamo Muchie, "Ethiopians Against War" (Londres (G.B.))

Pour moi c'était une joie de rencontrer les amis venus d'Ethiopie.

N'oublions pas que si une dictature s'installe en Ethiopie, les intellectuels seront les premières victimes. C'est pourquoi nous devons tous nous mobiliser en faveur d'une tâche que je considère comme urgente et nécessaire: la réconciliation nationale sans laquelle aucune démocratie ne sera possible en Ethiopie.